



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**CONTRAT DE PRESTATION DE MESURE D'IMPACT SOCIAL  
POUR L'ÉCOLE DES CUISTOTS MIGRATEURS**

\*\*\*

Marché ECM202408-01-S

\*\*\*

## SOMMAIRE

<b>1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT.....</b>	<b>3</b>
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>3</b>
<b>3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....</b>	<b>4</b>
<b>4. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>4</b>
<b>5. DURÉE DU CONTRAT.....</b>	<b>4</b>
<b>6. PRIX.....</b>	<b>5</b>
<b>7. AVANCE.....</b>	<b>5</b>
<b>8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>5</b>
<b>9 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>10. ASSURANCES.....</b>	<b>7</b>
<b>11. MODIFICATION DU CONTRAT.....</b>	<b>7</b>
<b>12. RESILIATION DU CONTRAT.....</b>	<b>10</b>
<b>13. REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>11</b>
<b>14. LANGUES.....</b>	<b>11</b>
<b>15. DEROGATIONS.....</b>	<b>11</b>



## 1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

La procédure de passation est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R. 2123-1 à R2131-7 du Code de la commande publique.

### **1.1 Objet du contrat et lieu d'exécution**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la consultation dont l'objet est le suivant :

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE DE MESURE D'IMPACT SOCIAL

Lieu d'exécution :

Ecole des Cuistots Migrateurs

Adresse postale : 25 rue de romainville 93100 Montreuil

### **1.2 Décomposition du contrat**

Le contrat comporte un lot unique.

### **1.3 Type de contrat**

L'acte d'engagement vaut contrat entre les deux parties..

## 2. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du contrat et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- le tableau de décomposition des prix ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.



Toute clause ou spécification particulière mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux stipulations prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci, est réputée non écrite.

### 3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978.

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur à la qualité de « responsable du traitement » et le titulaire celle de « sous-traitant » du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### 5. DURÉE DU CONTRAT

Elle est fixée à 30 mois après réception par le titulaire de la notification du marché. La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est prévue en septembre / octobre 2024.

## 6. PRIX

### 6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires. Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par l'application des prix dont le libellé est donné au bordereau des prix.

## 7. AVANCE

Une avance de 15% est versée au titulaire du marché.

L'avance est versée en une fois, après signature du contrat par les deux parties.

L'avance constitue, à la différence de l'acompte et du solde, une dérogation à la règle du "service fait" et ne constitue donc pas un paiement définitif.

L'Avance versée s'impute sur les sommes dues au titulaire et le remboursement s'effectue lors du paiement du solde.

## 8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 8.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies comme suit :

- 15% à la livraison de la note de cadrage
- 40% à la livraison du rapport intermédiaire
- 30% à la livraison du rapport final et de la restitution
-



## **8.2 Présentation des demandes de paiement**

La transmission des factures électroniques est effectuée exclusivement par courrier électronique à l'adresse [gestion.asso@lescuistotsmigrateurs.com](mailto:gestion.asso@lescuistotsmigrateurs.com).

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de réception, par l'École, du courrier électronique de transmission de la demande de paiement.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ;
- 5° La désignation du payeur ;
- 6° La date de livraison d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et / ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture (SIREN), attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

Identifiant de l'École des Cuistots Migrateurs (SIRET) : 882 230 626 00013.



### **8.3 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

### **8.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **9 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

## **10. ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **11. MODIFICATION DU CONTRAT**

Une procédure de modification du contrat peut être conduite en application des articles L2194-1 et R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution décidée à l'issue de cette procédure fait l'objet d'un avenant au présent contrat.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le contrat, et ce pendant toute la durée de son exécution.



La présente clause n'implique pas un droit acquis à une modification de contrat..

Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande.

L'initiative de la demande de modification appartient aux deux parties et la procédure n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé (courrier électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de quinze (15) jours pour se prononcer sur les conditions de modification. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position de l'École est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Le présent accord-cadre peut être modifié dans les conditions définies aux articles L2194-1 et R. 2194-1 à 9 du Code de la commande publique, ainsi que celles-ci-après définies.

### **11.1 Modifications ne rendant pas nécessaire la conclusion d'un avenant**

Sont applicables de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant :

- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du contrat.

De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par l'École sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par l'École. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social ;
- Modification du compte bancaire ;
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société ;
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision de l'École.





### **11.2 Modifications de l'accord-cadre rendant la conclusion d'un avenant**

La conclusion d'un avenant est obligatoire concernant les modifications suivantes :

- **prestations supplémentaires et modification non substantielle du montant de contrat** : lorsque les besoins de l'École en cours d'exécution nécessitent l'ajout de nouvelles prestations ou la substitution de certaines initialement prévues, à la condition que l'impact sur le montant de l'accord-cadre soit non substantiel (0 à 10 % de ce montant) ;
- **prestations supplémentaires et modification substantielle du montant de l'accord-cadre** : lorsque les prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution sont devenues nécessaires (notamment pour sujétions techniques imprévues) et font naître une modification substantielle du montant du contrat dans la limite fixée par l'article R2194-3 du Code de la commande publique ;
- **modifications affectant le titulaire ou son activité** : le titulaire doit obligatoirement notifier à l'École toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord-cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant. La cession du présent marché sans autorisation expresse de l'École est interdite ;
- **transfert** : Si le marché doit être transféré à un nouveau titulaire en raison de l'évolution de son activité économique (cession d'activité à un nouvel opérateur économique) ou en cas de défaillance du titulaire rendant nécessaire la reprise du contrat par un autre opérateur économique.

## 12. RESILIATION DU CONTRAT

### **12.1 Conditions de résiliation du contrat**

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif propre à l'École et extérieur au titulaire, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation. L'article 42 du CCAG-FCS ne s'applique pas au présent contrat.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'École se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **12.2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'École par le titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'École adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.



### 13. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal judiciaire de Bobigny est compétent en la matière.

### 14. LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 15. DEROGATIONS

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.